

BENOÎT CŒURÉ

Directeur du pôle innovation de la BRI, ancien membre du directoire de la BCE

François Barrault, président de l'IDATE DigiWorld, fondateur et président de FDB Partners

Nous allons commencer tout de suite par Benoît, qui va nous parler des systèmes de paiement et de l'argent. Benoît, c'est à toi.

Benoît Cœuré

Merci, François. Bonjour depuis Bâle, je vous présente mes sincères excuses de ne pas pouvoir être parmi vous à Abou Dabi mais je comprends que certains d'entre nous sont présents et d'autres sont sur écran, ce qui est également une bonne illustration de la façon dont le monde fonctionne aujourd'hui. Le Covid a changé le monde de nombreuses façons, et plus spécifiquement il a accéléré la transformation numérique. La finance est l'un des domaines concernés et je pense que ce qui se passe en ce moment dans le monde de la finance recèle des leçons utiles si l'on veut réfléchir au monde de demain.

Je vais passer quelques minutes sur ce sujet. Je pense qu'il est juste de dire que la pandémie a enclenché la troisième phase d'une transformation de l'argent et des paiements qui a commencé il y a quelques années. La première phase de cette transformation concernait l'expérience consommateur, ou ce que les techniciens appelleraient la partie visible des systèmes de paiements. C'est-à-dire les interfaces de paiement, les paiements par mobile, toutes les nouvelles façons de payer sur le lieu d'achat, les QR codes, etc. Cela n'est pas nouveau, et nous les utilisons tous les jours à présent. C'était une formidable nouveauté, bénéfique pour le consommateur, mais cela n'a pas fondamentalement changé la façon dont les paiements fonctionnent. L'argent continue d'être transporté d'un point à un autre, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, par les banques, et quand il s'agit de paiements transfrontaliers, par des banques correspondantes et les grands systèmes mis en place par les banques centrales, que dans notre jargon nous appelons les systèmes de règlement brut en temps réel (RBTR). Ce sont les gros tuyaux qui conduisent l'argent d'un point à un autre et d'une banque à une autre. C'était la première phase.

Lors de la deuxième phase, nous avons vu émerger ce que j'appellerais des systèmes de paiement en circuit clos, qui, par de nombreux aspects, sont hors de portée des autorités publiques et des banques centrales, et sont la promesse d'une décentralisation et du raccourcissement de nombreux procédés que je viens de mentionner. Cela a démarré avec la cryptomonnaie bien sûr, mais ensuite celle-ci a déçu les attentes en tant qu'instrument de paiement car elle s'est révélée très volatile. Elle peut être une proposition en termes d'investissement, et même avec cela, cette proposition s'accompagne de beaucoup de

risques et de problèmes que je ne vais pas détailler ici, comme le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, etc. Je pense qu'il est juste de dire qu'il existe de nombreuses cryptomonnaies, mais elles ne sont dans l'ensemble plus utilisées comme des instruments de paiements au détail. Puis, nous avons eu ce nouveau concept, appelé « stablecoin » : une cryptodevise soutenue par des actifs sûrs ou même par de la monnaie fiduciaire, qui a commencé à émerger. Un exemple fameux est le projet Libra de Facebook, qui est maintenant appelé Diem, depuis quelques années. C'était la deuxième phase de la révolution dans le sens où la proposition était que les systèmes de paiement deviendraient des circuits fermés et des jardins clos, qui seraient soit complètement décentralisés soit contrôlés par des entreprises uniques, qui dans la plupart des cas seraient des entreprises de big tech. Ce sont des entreprises avec beaucoup de pouvoir de marché et de nombreuses opportunités de créer des effets de réseaux positifs, mais également le risque d'un pouvoir de marché excessif, le risque de conflits d'intérêts à cause de l'utilisation de données personnelles dans le système, ainsi que le risque de fragmentation des liquidités. Cette phase était porteuse à la fois de promesses pour le consommateur et de risques pour l'utilisateur.

Que va-t-il arriver maintenant et quel devrait être l'ordre de mission des autorités publiques pour la troisième phase après la pandémie ? C'est important pour les autorités publiques car l'argent est un attribut de souveraineté et parce que l'argent est un instrument clé de la politique économique. En tant que gouvernement, en tant que banque centrale, vous devez garder la possibilité d'utiliser la politique monétaire, d'utiliser la provision de liquidité pour stabiliser le système en cas de crise. Vous avez également besoin d'un certain nombre de réglementations et conditions pour garantir que l'argent va conserver la confiance des citoyens, ce qui est une des attentes fondamentales de la société.

Il existe différentes réponses, complémentaires à ce qui se passe à l'heure actuelle. Une première réponse sera la réglementation, et il est très clair qu'il y a de larges parts de la finance décentralisée telle que nous la connaissons qui auront besoin de réglementations plus strictes. En conséquence de cela, certaines pourraient disparaître car la proposition économique actuelle est précisément de ne pas être régulé. Ce qui reste peut être très utile, mais doit être correctement régulé, soit comme un système de paiement, soit comme une infrastructure de marché ou un véhicule d'investissement.

Puis les autorités publiques vont également avoir de bonnes raisons d'émettre leurs propres actifs numériques qu'elles voudront placer au centre du système pour fournir les fonctions politiques publiques clés qui sont pour l'instant fournies par l'argent des banques centrales. Il n'y a rien de nouveau ici, et il s'agit juste de conserver cette possibilité dans le monde numérique. Imaginez une crise comme celle que nous avons connue en mars 2020. Les banques centrales ont dû fournir beaucoup de liquidités, stabiliser les marchés et le système tout entier. Il faut également que cela soit possible dans un monde numérique et pour cela il faut des devises numériques de banque centrale, ce qui est une nouvelle forme d'argent.

Mon dernier argument, qui je pense est important pour cette conférence, concerne la coopération internationale. Il y a de bonnes raisons pour lesquelles la coopération internationale est nécessaire dans cette discussion. L'une des raisons est que le système financier est mondial et nous voulons qu'il le reste. Nous voulons que les travailleurs en Europe, aux États-Unis ou à Abou Dabi puissent continuer à envoyer de l'argent à leur famille



dans leur pays d'origine, ce qu'on appelle les transferts d'argent, et cela doit également être possible dans le monde numérique ; nous voulons que le système fonctionne comme un système. Deuxièmement, certains des acteurs sont des acteurs mondiaux et c'est en particulier le cas pour les entreprises de big tech. Par conséquent, il faut une coordination internationale sur la manière dont on veut les réguler quand elles entrent dans la finance et commencent à proposer des services financiers. Enfin, cela économise du temps et de l'argent de faire les choses ensemble, de construire et expérimenter ensemble, ce qui est l'essence de ce que fait mon groupe à Bâle. Le hub d'innovation de la BRI offre aux banques centrales une plateforme où elles peuvent tester de nouvelles technologies en prototypes et démonstrations de faisabilité.

Nous ne devons pas nous mentir : de puissantes forces travaillent contre la coopération internationale dans ce domaine. Tout d'abord, comme je l'ai dit, la monnaie est un attribut de souveraineté, c'est donc au final une chose qui doit se décider au niveau national. Ensuite, nous parlons de technologie, et les guerres d'aujourd'hui sont des guerres technologiques. Il y a un risque que la concurrence technologique crée des perturbations dans ce nouveau monde de la finance, ou crée des fragmentations supplémentaires dans un monde déjà fragmenté.

La question que j'aimerais ajouter à la discussion est donc : comment allons-nous concevoir un espace sûr où nous pouvons continuer de rendre le système financier mondial sûr et stable malgré les tensions et guerres technologiques ? Cette question va devenir de plus en plus importante.

François Barrault

Merci, Benoît, pour ton introduction qui va donner de l'imagination et du cœur à ce débat.